Bujumbura veut aligner la pratique protocolaire au modèle de l'EAC

@rib News, 12/06/2013 â€“ Source Xinhua Les autorités burundaises veulent coordonner la pratique protocolaire en vue d'une harmonisation avec le protocole classique en vigueur dans les autres pays de la Communauté Est-Africaine (East African Community - EAC) que sont le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda pour éviter des dysfonctionnements des services du protocole liés à une multiplication des services du protocole hérités de la période de crise. « Nous avons distingué deux moments : au cours de la crise et après la crise. Au cours de la crise, il y a eu multiplication des services du protocole et donc dysfonctionnement », selon le ministre burundais des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, Laurent Kavakure

Maintenant nous voudrions harmoniser, nous souhaitons coordonner la pratique protocolaire parce que nous avons observé qu'il y a ces dysfonctionnements. Il y a en effet des pratiques qui déroutent nos partenaires », a déclaré M. Kavakure mercredi en marge d'un colloque sur la pratique protocolaire au Burundi. « Notre objectif est qu'on cherche des mécanismes appropriés pour avoir un protocole unifié et coordonné comme cela se fait ailleurs », a-t-il affirmé. « Notre ministère a dans ses attributions le rôle de coordonner tous les services de protocole de l'Etat », a-t-il ajouté. Il faut trouver un mécanisme de manière à ce que la collaboration puisse fonctionner plus efficacement qu'elle ne l'ait aujourd'hui, a-t-il ajouté. « Tous les services du protocole en principe, même s'ils ne sont pas encore logés chez nous, doivent collaborer le plus harmonieusement possible avec notre ministère en charge de cette mission », a-t-il martelé. Dans son discours d'ouverture du colloque, M. Kavakure a reconnu que l'effritement de la bonne pratique protocolaire à la base de certains comportements et pratiques dans lesquels certains agents, partenaires et services des institutions, ont tendance à se complaire, oubliant que la crise est terminée depuis longtemps et qu'il faut retourner aux bonnes pratiques diplomatiques et protocolaires. Il a fait remarquer que les dysfonctionnements du service du protocole, observés sous la crise ayant secouru le Burundi pendant plus d'une dizaine d'années, ont fait que des visiteurs de marque aient cherché et obtenu des contacts avec des hautes personnalités burundaises en contournant ou tout simplement en ignorant les canaux appropriés du ministère burundais en charge des Affaires Etrangères. Depuis l'avènement d'un régime politique républicain au Burundi en novembre 1966 jusqu'à l'heure actuelle, le service du protocole d'Etat est logé à la présidence de la République.